L'année 68 en Pologne : le mois de mars, à Varsovie, derrière le Rideau de fer

vendredi 23 mars 2018, par MODZELEWSKI Karol (Date de rédaction antérieure : 21 mars 2018).

Un historien positiviste traditionnel rejettera d'office la question de l'influence de mai 1968 à Paris sur mars 1968 en Pologne, car il comprend le temps d'une manière linéaire et professe – comme dans le théâtre antique – le principe de l'unité de temps, de lieu et d'action.

Sommaire

- Des marges de liberté, comme
- Le choc du rapport Khrouchtche
- « Indépendance sans censure !
- Révolte de légitime défense
- Pour un socialisme avec (...)

Karol Modzelewski

La révolte de la jeunesse étudiante polonaise, sous forme de meetings, de manifestations de rue et de grèves avec occupation des locaux dans les universités et les écoles supérieures, a duré du 8 mars au 28 mars 1968, et s'est donc produite plus tôt que celle de ses homologues française, italienne, allemande ou américaine. L'exemple des barricades du Quartier Latin ne pouvait pas, selon cette compréhension de l'histoire, avoir inspiré la jeunesse de Varsovie.

De plus, les slogans et les revendications des étudiants polonais (mais aussi tchèques et slovaques) n'allaient pas au-delà des modestes exigences d'un élargissement de la marge accordée, d'une part, à la liberté d'expression et, d'autre part, aux libertés civiles fondamentales, dans le cadre de l'autoritarisme communiste. La démocratie libérale de type occidental était, pour les jeunes révoltés de Varsovie et de Prague, tout au plus l'objet de rêves, ce que l'on dirait très difficilement pour les soixante-huitards occidentaux.

Des marges de liberté, comme soupape de sécurité

Dans le paysage des autres pays communistes, la Pologne des années 1956-1968 se différenciait par

une marge considérable de liberté créatrice en littérature, dans les arts plastiques, le cinéma et le théâtre, ainsi que dans les sciences et l'enseignement supérieur. Les universités, en vertu de l'arrêté ministériel de 1956 et de la loi adoptée par la Diète dès 1958, jouissaient d'une autonomie garantie : recteurs, doyens, sénat de l'établissement supérieur et conseils des départements étaient élus par les professeurs qui bénéficiaient d'une liberté significative (sans être illimitée), dans la recherche scientifique et l'enseignement.

Le renvoi d'un étudiant de son cursus d'études ou d'un enseignant universitaire de son poste pour des opinions affichées était très difficile, cela exigeait qu'une sentence soit prononcée, lors d'un procès public, par une commission disciplinaire composée de scientifiques. L'étudiant inculpé, comparaissant devant cette commission, avait le droit de choisir un défenseur parmi les professeurs de renom.

La direction du Parti communiste traitait ces marges de liberté comme une sorte de « soupape de sécurité » : il valait mieux que ces intellectuels et leurs disciples se défoulent dans des petites salles de séminaires de recherche plutôt que d'emprunter la voie de la contestation politique.

Cette recette fut efficace aussi longtemps que les changements du régime et de sa politique, y compris la politique économique, mis en place après 1956, suffisaient à apaiser l'atmosphère. Quand ces réserves mobilisées à l'époque finirent par s'épuiser, laissant croître les tensions sociales, les soupapes de sécurité se révélèrent être des failles, laissant déborder à la surface de la vie publique la lave de la contestation. En bonne logique de dictature autoritaire, le Parti a alors décidé de boucher ces brèches, en fait de supprimer les marges de la liberté de création, et notamment de priver d'autonomie les établissements d'enseignement supérieur et de durcir la censure. Ce qui a déclenché la révolte.

Le choc du rapport Khrouchtchev

La liberté relative accordée à la vie intellectuelle a fait des années 1956-1968 l'âge d'or des sciences humaines polonaises. Mais sur un terreau culturel fertile germe inévitablement une pensée rebelle. En ce temps-là, cette pensée était de couleur rouge.

Les révélations de Khrouchtchev lors du XXe Congrès du parti communiste soviétique (le « discours secret », acte « officiel » de la déstalinisation, dans lequel il dénonce les « excès » de la politique de Staline) étaient largement connues en Pologne. Elles avaient été publiées par le Parti à usage interne mais on pouvait acheter cet imprimé au marché aux puces, tout le monde pouvait se le procurer. Le choc, notamment pour la jeunesse qui croyait au marxisme, fut profond et eut de vastes répercussions. Si le système, dans sa pratique quotidienne, piétinait les idéaux qu'il professait et avait lui-même inculqués, cela voulait dire qu'il était intrinsèquement mauvais. Il fallait donc – comme on nous l'avait appris en parlant du capitalisme – renverser ce système dictatorial par la révolution.

On nous avait également appris (en citant copieusement Lénine) que la révolution est faite par la classe ouvrière, mais que celle-ci n'agit pas seule ; c'est l'intelligentsia, consciente de l'action à mener, qui doit apporter aux milieux ouvriers une conscience révolutionnaire.

Avec cette idée à l'esprit, nous avons écrit Jacek Kuroń et moi-même, un manifeste connu comme la _Lettre ouverte au Parti. *En 1965, pour avoir rédigé ce manifeste, nous avons été arrêtés et condamnés à trois ans et demi de prison. La _Lettre ouverte* a été publiée en français par François Maspero et, en polonais, par *Kultura* (revue de littérature polonaise créée et dirigée par Jerzy Giedroyc en Italie puis en France) à Paris, cette dernière version s'est diffusée clandestinement

depuis l'étranger dans le pays.

Les jeunes contestataires de l'université de Varsovie lisaient notre texte et le commentaient ardemment, non sans esprit critique. À notre sortie de prison, ils nous ont accueillis comme leurs gourous et ont bientôt lancé la révolte étudiante. Les jeunes Français ont lu notre manifeste avec plus de sympathie que nos amis polonais et l'ont également fait circuler dans des lycées et universités parisiennes. Parmi eux on comptait de futurs journalistes et hommes politiques comme Bernard Guetta, Lionel Jospin ou Daniel Cohn-Bendit.

Il serait pourtant erroné de considérer notre manifeste, radicalement de gauche, comme l'inspiration commune du Mai parisien et du Mars polonais, ou même du mouvement de jeunesse du « Printemps de Prague », bien que Petr Uhl ait traduit notre *Lettre ouverte* et que l'Union des étudiants tchèques l'ait publiée en 1968, à l'université Charles à Prague. Uhl était un militant marxiste antistalinien, proche de Vaclav Havel, qui fut un des acteurs du Printemps de Prague et fut emprisonné à sa suite en 1968.

« Indépendance sans censure ! »

Parmi les étudiants de l'université de Varsovie, dans la seconde moitié des années 1960, les esprits bougeaient et un embryon d'opposition se formait. Il ne s'agissait pas d'un phénomène de masse (les initiateurs de discussions critiques et d'actions étaient tout au plus une centaine à l'université de Varsovie) mais le pouvoir commença à s'inquiéter.

On tenta d'évincer de l'université le leader de la jeunesse d'opposition, Adam Michnik, cependant la commission disciplinaire ne se décida pas à prendre une mesure aussi drastique et plus de mille étudiants et presque cent cinquante universitaires signèrent une pétition pour défendre l'inculpé.

Mais déjà le temps était venu pour les autorités polonaises de durcir le ton. Le Parlement entreprit des travaux visant la suppression de l'autonomie des établissements supérieurs et la censure décida d'interdire, sur la scène du Théâtre national à Varsovie, la représentation des *Aïeux* d'Adam Mickiewicz. Ce drame romantique du XIXe siècle, exaltant la résistance des étudiants polonais contre le despotisme tsariste, donc une valeur sacrée nationale en quelque sorte, chaque enfant l'avait étudié à l'école.

À la nouvelle de cette interdiction et le jour de l'ultime représentation, la jeunesse d'opposition – dont j'étais – organisa une manifestation dans la salle du théâtre (nous scandions : « Indépendance sans censure ! ») tandis que les étudiants de l'Académie théâtrale, Andrzej Seweryn en tête, défilaient, en marche vers la statue de Mickiewicz. Le lendemain, les contestataires de l'université commencèrent à collecter des signatures à la lettre de protestation destinée à la diète condamnant l'interdiction par la censure de la représentation des *Aïeux* ; 3 145 signatures dans les universités et écoles supérieures de Varsovie et plus de 1 200 à Wrocaw furent réunies.

Nous fîmes circuler des tracts dactylographiés sur une simple machine à écrire et les collâmes sur les murs des bâtiments universitaires. Le premier tract concernait la guerre du Vietnam. Protester sur ce sujet était conforme au canon de la gauche occidentale, mais notre tract faisait aussi la comparaison avec l'intervention soviétique en Hongrie en 1956. Les tracts suivants concernaient des questions d'actualité proprement polonaises : l'interdiction des *Aïeux*, la solidarité avec l'Association des écrivains qui protestait contre l'arbitraire de la censure, la propagande antisémite du Parti et, enfin, la violation des droits civils par l'État.

Révolte de légitime défense

Le 3 mars 1968, sur décision administrative, Adam Michnik et Henryk Szlajfer étaient exclus de l'Université pour avoir évoqué auprès d'un envoyé spécial du *Monde* la manifestation contre l'interdiction de la représentation des *Aïeux* dans et devant le théâtre. Transmettre cette information à la presse étrangère fut alors qualifié d'acte de haute trahison. Lors d'une réunion du Parti à l'université, le représentant des autorités, interrogé sur les fondements juridiques de l'exclusion des deux étudiants, répondit : « Nous traitons cela comme une exception, mais, en cas de besoin, nous considérerons cela comme un précédent et en ferons une règle. »

Nous n'avions pas le choix : une protestation massive contre le durcissement de la dictature et la destruction des enclaves de liberté d'expression dans la culture polonaise, que nous appelions, avec une certaine emphase, la défense des droits civils, était pour nous un acte de légitime défense.

Le 8 mars 1968, nous fîmes circuler des tracts appelant les étudiants à un meeting dans la cour de l'université de Varsovie. Pendant le meeting, des détachements de ZOMO (l'équivalent polonais des CRS) pénétrèrent dans l'enceinte de l'université et se mirent à disperser brutalement les participants ; les policiers s'engouffraient par les fenêtres dans les départements et y organisaient la chasse aux étudiants. La foule attaquée se fraya un chemin vers la rue et commença à manifester en ville.

Presque tous les initiateurs du meeting furent arrêtés, le jour même ou le lendemain, mais la révolte des jeunes était déclenchée pour de bon dans toutes les universités et écoles supérieures de Varsovie et dans toutes les villes universitaires de Pologne. Les étudiants mettaient spontanément en place des Comités de délégués départementaux, publiaient des déclarations, convoquaient des meetings et des manifestations et, à l'École polytechnique et à l'université de Varsovie, ils organisaient régulièrement des grèves.

Dans le même temps, les résolutions prises lors des meetings soulignaient que le mouvement étudiant n'était pas tourné contre le socialisme, mais qu'il exigeait que soient respectés les droits civils garantis par la Constitution, notamment la liberté d'expression, la liberté de réunion et le droit de manifester.

La revendication sur le plan international présente dans la révolte de Mars des étudiants polonais était évidemment la solidarité avec le « Printemps de Prague » et la référence au modèle tchèque. Déjà dans le tract du 4 mars, nous écrivions : « Nous avons les mêmes droits que les étudiants tchèques et les mêmes moyens pour défendre ces droits ! » Lors d'une manifestation devant l'École polytechnique de Varsovie, après un meeting des étudiants de cette même école, on a pu voir une banderole avec l'inscription : « Toute la Pologne attend son Dubček. » Cela devait sérieusement inquiéter les dirigeants à Varsovie et à Moscou.

Pour un socialisme avec un supplément « démocratique »

Avant les événements de mars, les contestataires de l'université avaient entre eux et en petit comité, en règle générale dans des appartements privés, des discussions idéologiques et politiques. On y parlait de la Lettre ouverte et de la vision d'un État de démocratie ouvrière. Certains participants étaient probablement assez proches idéologiquement des militants de gauche du Mai parisien, mais les revendications qu'ils mettaient en avant pour la défense de leurs droits et de l'autonomie universitaire étaient plus modestes et, pour cette raison, différentes de l'idéogramme de la gauche.

Cela concerne d’autant plus la révolte massive des étudiants polonais qui devait se développer et trouver un savoir-faire en l’absence des organisateurs, emprisonnés, du premier meeting. En luttant contre l’éruption de l’obscurantisme rouge, la jeunesse dénonçait la propagande antisémite du régime et se prononçait pour un socialisme avec un supplément « démocratique ». Pas plus. Ou peut-être pas moins.n.

Karol Modzelewski, professeur émérite, historien médiéviste, Université de Varsovie.

Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

* *The Conversation*, 21 mars 2018.
https://theconversation.com/mai-68-en-mars-a-varsovie-derriere-le-rideau-de-fer-93190?utm

* Traduit du polonais par Elzbieta Salamaka.